

## **La seule politique du gouvernement, c'est la persécution contre le gens ! Pour une régularisation sur la base du travail !**

Dans nos textes, nous vous parlons souvent de la persécution policière contre nous les ouvriers sans papiers et nos familles. Tous les jours, des hommes, des femmes, des enfants, sont arrêtés, menottés, enfermés, expulsés. Pourtant, nous ne faisons de tort à personne, nous ne prenons rien à personne, au contraire, nous travaillons dur à faire le travail que personne ne veut. Et par notre travail, nous contribuons à l'économie générale du pays. Mais pourtant, la police multiplie les contrôles au faciès et nous pourchasse dans la rue, les transports, et sur les chantiers où nous travaillons, aux abords des écoles où nous amenons nos enfants...

A plusieurs reprises, nous avons témoigné et appelé à s'organiser et manifester contre ces contrôles. **Aujourd'hui, nous voulons vous montrer que tous ces contrôles, en plus de la persécution inacceptable, sont absurdes car ils vont contre l'économie générale du pays, et contre une bonne vie démocratique pour tous dans le pays.**

*D'après les chiffres officiels du gouvernement, le seul poste qui augmente ses dépenses dans le budget de la police, c'est celui qui concerne la capture des ouvriers sans-papiers et cela englobe tout ce qui est mis en œuvre par l'administration jusqu'à l'expulsion :*

- le prix des contrôles de police incessants sur la route du travail et sur les chantiers,
- le prix des centres de rétention où des gens sont enfermés jusqu'à 32 jours,
- le prix du passage dans les tribunaux,
- le temps des juges et autres auxiliaires, (en plus de la police)
- le temps occupé par le ministère de l'intérieur pour faire des nouvelles lois, nouveaux décrets qui sont de plus en plus pointilleux pour tout contrôler de nos vies
- le temps pris dans les préfectures pour préparer les refus
- et enfin le prix des expulsions par bateaux et avions

*Tout cela additionné fait une somme considérable et du temps de fonctionnaires bloqué, au détriment de questions plus importantes et plus graves pour tous dans le pays.*

Des patrons du bâtiment se plaignent régulièrement de ne pas pouvoir nous embaucher et légaliser notre situation malgré des demandes aux préfectures. Certains sont obligés de retarder des chantiers ou de les fermer quelques mois à cause des contrôles.

D'un autre côté, la régularisation d'un million de personnes en Espagne en 2005 a au contraire renfloué toutes les caisses de l'état (sécurité sociale, retraite...), et permis aux ouvriers et aux patrons de travailler tranquillement pour le pays et de développer l'économie.

*On voit donc bien que le but de la politique de Sarkozy contre les ouvriers étrangers n'est pas de régler une quelconque difficulté économique de la France, mais que c'est un but politique, uniquement un but politique :* Il veut que des ouvriers restent sans droit, inexistants, qu'ils aillent travailler la peur au ventre. Il veut que tout autour, les gens avec papiers, acceptent ça comme une chose normale, qui ferait partie des risques du travail. **Il veut une politique de guerre contre les ouvriers, contre les plus pauvres, contre une grande partie des gens de France.** Il se présente comme le général de cette guerre.

*Quant à l'argument de « l'appel d'air » qui serait créé par une régularisation, il ne tient pas. Nous, nous savons bien qu'en dépit de toutes les difficultés, les gens quittent leur pays s'ils ne peuvent plus y vivre.*

**Nous, les ouvrier(e)s sans-papiers vivons en France depuis des années, nous y travaillons, nous sommes du pays.** Sarkozy lui-même reconnaît qu'il n'expulsera pas tout le monde. Il faut donc régler cette situation, en **régularisant sur la base du travail.** *Personne n'est gagnant dans un pays quand on persécute une partie des gens, sauf des politiciens qui veulent s'en servir pour arriver au pouvoir.:*

Nous, nous faisons la politique du côté gens, dans la durée, pas pour le pouvoir et les élections. Nous vous appelons à vous joindre à nous, à rejoindre le Rassemblement et les Collectifs de quartier.

- Un travail = des papiers, des droits !
- Une scolarité (écolier, collégien, étudiant) = des papiers, des droits !
- Qui est ici, qui travaille ici = une personne du pays qui doit être comptée et respectée par l'état !
- Abrogation de la loi CESEDA (loi Sarkozy) !
- Les contrôles de police pour trouver les sans-papiers doivent cesser !
- Les contrôles d'identité doivent être réservés à la recherche de criminels, de voleurs, pas de gens qui ne font que travailler et vivre tranquillement !
- Nous sommes des ouvriers, pas des criminels ! le travail n'est pas un crime !
- Pas de policiers sur les chantiers !
- **REGULARISATION SUR LA BASE DU TRAVAIL !**

***Le Rassemblement des ouvriers sans-papiers, gens d'ici, et leurs amis***

Pour nous contacter : Tous les dimanches de 11h à 12 au marché Saint-sernin ; Tél. : 06-13-06-94-62 ;  
Mail : [ouvriersgensdici@free.fr](mailto:ouvriersgensdici@free.fr) ; Site : <http://ouvriersgensdici.free.fr>

Toulouse, le 01/10/2006